

Le cadre juridique régissant le sport au Maroc : enjeux et perspectives

The legal framework governing sport in Morocco : challenges and Prospects.

Auteur 1 : El GHAZALI MOHAMED

Auteur 2 : ELOTMANI BRAHIM,

El GHAZALI Mohamed 1, doctorant en Groupe de recherches d'études pénal et administratif et de sécurité (GREPGS) Université cadi Ayyad, faculté de sciences juridiques et économique et sociale Marrakech

ELOTMANI Brahim 2, doctorant en sciences économiques et gestion, Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques (LSEPP) Université Ibn Toufail, faculté de sciences juridiques et économique et sociale Kenitra

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : El GHAZALI .M & ELOTMANI .B (2023) « Le cadre juridique régissant le sport au Maroc : enjeux et perspectives », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 17 » pp: 409 – 438.

Date de soumission : Février 2023

Date de publication : Avril 2023



DOI : 10.5281/zenodo.7908513
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

Le sport est très populaire au Maroc, mais son développement est entravé par plusieurs défis, notamment le manque de financement et d'infrastructures adéquates, ainsi que la faiblesse de la politique sportive nationale. Pour garantir les droits des sportifs et des spectateurs, un cadre juridique complet est essentiel. Le Maroc dispose déjà d'une législation sportive complète, mais certains problèmes persistent, notamment la corruption et le dopage. Pour répondre à ces enjeux, des initiatives récentes ont été mises en place, telles que la loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et au sport, la création d'un tribunal arbitral du sport et d'une charte éthique pour les fédérations sportives. Cependant, l'avenir du cadre juridique du sport au Maroc dépendra des priorités politiques du gouvernement et des actions entreprises par les différentes parties prenantes du monde du sport pour faire progresser les réformes nécessaires. Une méthodologie de recherche pour analyser la régulation du sport au Maroc implique de définir la question de recherche, de collecter des données, d'analyser les données, d'évaluer les résultats et de proposer des recommandations pour améliorer la régulation du sport au Maroc.

Mots clés : Maroc, sport, cadre juridique, institutions, financement, infrastructure, gouvernance, transparence, réforme, dopage, politique sportive, loi, tribunal arbitral, charte éthique, parties prenantes.

Abstract

Sport is very popular in Morocco, but its development is hampered by several challenges, including the lack of funding and adequate infrastructure, as well as the weakness of the national sports policy. To guarantee the rights of athletes and spectators, a comprehensive legal framework is essential. Morocco already has comprehensive sports legislation, but some problems persist, including corruption and doping. To meet these challenges, recent initiatives have been put in place, such as Law No. 30-09 relating to physical education and sport, the creation of a court of arbitration for sport and an ethical charter for sports federations. However, the future of the legal framework for sport in Morocco will depend on the political priorities of the government and the actions taken by the various stakeholders in the world of sport to advance the necessary reforms. A research methodology to analyze sport regulation in Morocco involves defining the research question, collecting data, analyzing the data, evaluating the results and proposing recommendations to improve sport regulation in Morocco.

Keywords : Morocco, sport, legal framework, institutions, financing, infrastructure, governance, transparency, reform, doping, sports policy, law, arbitration tribunal, ethical charter, stakeholders.

Introduction

Le sport est une activité très populaire au Maroc, qui est organisé par des institutions publiques et privées. Le cadre juridique régissant le sport est donc essentiel pour encadrer les différentes pratiques sportives, pour garantir les droits des sportifs et des spectateurs, et pour développer le sport à tous les niveaux. Ce travail a pour objectif d'analyser le cadre juridique du sport au Maroc, en mettant en évidence les enjeux et les perspectives liées à cette réglementation.

Ces dernières années, le droit du sport au Maroc a progressé rapidement tant en complexité qu'en importance. La nation participant à une grande variété de sports au niveau international, le besoin de lois et de règlements pour protéger les droits des athlètes, des équipes et des instances dirigeantes devient de plus en plus important.

Le gouvernement marocain a pris des mesures pour assurer la protection des athlètes dans le pays et pour créer un cadre juridique complet régissant le sport dans le pays. Cela inclut les lois et réglementations couvrant des questions telles que les contrats des athlètes, le format et les règles de la compétition, les droits des joueurs et les installations sportives. Par exemple, le Code du sport marocain de 2000 fournit un ensemble complet de règles et de directives pour réglementer le sport dans le pays et protéger les droits des athlètes. En outre, l'Association marocaine du sport professionnel est chargée de faire respecter ces lois et règlements et de veiller à ce que les athlètes et les équipes soient traités équitablement (ELAAKARI, La gouvernance territoriale du sport au Maroc, Acteurs, contraintes et enjeux de développement., 2019).

Le Maroc dispose d'un cadre juridique pour réglementer la pratique du sport dans le pays. Ce cadre est composé de lois, de règlements et d'institutions chargées de veiller au respect de la législation en vigueur. Cependant, malgré l'existence de ce cadre, le sport au Maroc reste confronté à plusieurs défis, notamment en matière de développement, de gouvernance et de transparence.

Le développement du sport au Maroc est entravé par plusieurs facteurs, notamment le manque de financement et d'infrastructures adéquates, ainsi que la faiblesse de la politique sportive nationale. En outre, la gouvernance du sport est marquée par des pratiques opaques et une absence de transparence dans la gestion des ressources.

Dans ce contexte, la réforme du cadre juridique régissant le sport au Maroc apparaît comme une nécessité. Cette réforme devrait permettre de renforcer la gouvernance et la transparence dans le domaine du sport, de favoriser le développement de la pratique sportive, ainsi que de promouvoir la participation des citoyens dans les activités sportives.

Cependant, cette réforme doit également prendre en compte les enjeux spécifiques du sport au Maroc, notamment en matière de lutte contre la violence dans les stades, de promotion de l'égalité entre les sexes dans le sport, ainsi que de développement du sport en milieu rural.

Dans l'ensemble, le cadre juridique régissant le sport au Maroc présente des enjeux importants pour le développement du sport dans le pays. La mise en place de réformes et l'amélioration de la gouvernance et de la transparence sont des éléments clés pour permettre une pratique sportive saine et durable au Maroc.

Le sport au Maroc joue un rôle important dans la vie sociale, économique et culturelle du pays. Il contribue à la promotion d'un mode de vie sain, à la formation de la jeunesse et à l'amélioration de la cohésion sociale. Cependant, la pratique sportive au Maroc est confrontée à plusieurs défis, notamment en matière de développement, de gouvernance et de transparence. Dans ce contexte, l'étude du cadre juridique régissant le sport au Maroc apparaît comme une nécessité. Cette étude permettra de mieux comprendre les enjeux et les perspectives du sport dans le pays, ainsi que les défis à relever pour promouvoir une pratique sportive saine et durable.

De plus, l'étude du cadre juridique régissant le sport au Maroc est d'autant plus importante que ce cadre est en constante évolution. En effet, plusieurs lois et règlements ont été adoptés ces dernières années pour améliorer la gouvernance du sport dans le pays, mais leur mise en œuvre reste souvent insuffisante.

Enfin, l'étude du cadre juridique régissant le sport au Maroc revêt une importance particulière dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En effet, la pandémie a eu un impact significatif sur la pratique sportive dans le monde entier, y compris au Maroc. La réforme du cadre juridique régissant le sport au Maroc peut donc contribuer à renforcer la résilience du secteur face aux défis sanitaires actuels et futurs.

Dans l'ensemble, l'étude du cadre juridique régissant le sport au Maroc revêt une importance stratégique pour le développement du sport dans le pays. Elle permettra de mieux comprendre

les enjeux et les perspectives du sport au Maroc, ainsi que les mesures à mettre en place pour promouvoir une pratique sportive saine et durable.

Le sport occupe une place importante dans la société marocaine, mais le cadre juridique régissant le sport au Maroc est-il suffisamment développé pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif ? et Quels sont les enjeux et les perspectives de ce cadre juridique réglementaire pour le développement du sport au Maroc ?

De cette problématique se déclinent les questions suivantes :

Quels sont les principaux textes législatifs et réglementaires qui encadrent le sport au Maroc ?

Comment ces textes sont-ils appliqués dans la pratique ?

Quels sont les obstacles actuels au développement du sport au Maroc ?

Quelles sont les bonnes pratiques en matière de réglementation sportive dans d'autres pays, en particulier dans des contextes similaires à celui du Maroc ?

Comment le cadre juridique réglementaire pourrait-il être renforcé pour favoriser le développement du sport de haut niveau au Maroc ?

Hypothèses de recherche :

1. *Le cadre juridique régissant le sport au Maroc est incomplet et nécessite des réformes pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif.*

2. *Le manque de clarté et de cohérence dans le cadre juridique réglementaire entrave le développement du sport au Maroc.*

Les réformes juridiques et institutionnelles dans le secteur sportif marocain contribueront à la promotion du sport, de la santé et de l'éducation, ainsi qu'au développement économique et social du pays.

Bien que l'analyse quantitative puisse être utilisée pour traiter certains aspects du sujet "Le cadre juridique régissant le sport au Maroc : enjeux et perspectives", il est peu probable que cette méthode de recherche soit suffisante pour fournir une compréhension complète du sujet. Le sujet est complexe et multidimensionnel, impliquant des aspects juridiques, sociaux, économiques et politiques. Ainsi, il est nécessaire d'adopter une approche mixte, combinant à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives.

Les méthodes quantitatives peuvent être utiles pour collecter des données sur les aspects quantifiables du sujet, tels que le nombre de lois et de règlements en vigueur, le nombre d'institutions en charge de la réglementation et de la gestion du sport, etc. Cependant, pour comprendre les enjeux et les perspectives liés au cadre juridique régissant le sport au Maroc, il est nécessaire de collecter également des données qualitatives, telles que les opinions et les expériences des parties prenantes impliquées dans le sport au Maroc.

Par conséquent, il est recommandé d'adopter une approche mixte, qui combine des méthodes quantitatives et qualitatives, afin de fournir une analyse complète et approfondie du sujet. Pour se faire, dans Cette étude, nous avons utilisé une méthodologie rigoureuse pour élaborer un questionnaire et analyser les résultats. Les étapes incluaient la définition de l'objectif de l'étude et les variables à mesurer, la revue de la littérature, le développement d'un questionnaire pilote, le test du questionnaire pilote et l'amélioration du questionnaire final. Les données collectées ont été analysées en utilisant des techniques statistiques appropriées. Les résultats ont été interprétés et présentés de manière claire et concise. Cette méthodologie permet de mieux comprendre les enjeux et perspectives du cadre juridique réglementaire pour le développement du sport au Maroc.

1. Le cadre juridique du sport au Maroc

Le sport est un domaine important de la vie quotidienne au Maroc. Il est non seulement un moyen de maintenir la santé et la forme physique, mais aussi un outil de développement social et économique. Pourtant, l'efficacité du sport en tant que moteur de développement dépend en grande partie de la qualité du cadre juridique qui le régit. C'est pourquoi il est crucial d'examiner le cadre juridique régissant le sport au Maroc, ses enjeux et ses perspectives. Dans cette introduction, nous allons présenter un aperçu général du cadre juridique du sport au Maroc, en mettant en évidence les lois, les politiques et les réglementations qui régissent le sport dans le pays. Nous allons également discuter des enjeux clés auxquels est confronté le cadre juridique actuel et des perspectives pour son amélioration. En fin de compte, cette analyse vise à mieux comprendre comment le cadre juridique peut être amélioré pour renforcer la position du Maroc en tant que leader du sport dans la région et dans le monde (Boukhari, 2022)

1.1. Historique de la réglementation du sport au Maroc

L'histoire de la réglementation du sport au Maroc remonte au début du 20^e siècle, lorsque le pays était encore sous protectorat français. À cette époque, les activités sportives étaient régies par des lois françaises, mais les premières organisations sportives marocaines ont commencé à émerger dans les années 1920 et 1930.

Après l'indépendance du Maroc en 1956, le pays a commencé à élaborer sa propre législation pour réglementer le sport. En 1958, la loi n° 16-58 a été promulguée, établissant les bases juridiques pour la pratique sportive dans le pays. Cette loi a créé le ministère de la Jeunesse et des Sports, qui est chargé de promouvoir le sport et les activités récréatives, et a établi un certain nombre de règles et de procédures pour les organisations sportives. Au fil des ans, la réglementation du sport au Maroc a été mise à jour et renforcée pour répondre aux besoins changeants du pays. En 1974, la loi n° 30-74 a été adoptée pour réglementer les activités sportives professionnelles, tandis que la loi n° 39-89 de 1992 a établi des règles pour la création et la gestion des clubs sportifs.

Plus récemment, le Maroc a adopté la loi n° 30-09 en 2012, qui a introduit des réformes importantes dans le domaine du sport, notamment en matière de gouvernance et de financement. Cette loi a créé l'Agence nationale pour le développement du sport, qui est chargée de promouvoir et de financer le développement du sport dans le pays.

Aujourd'hui, le cadre juridique régissant le sport au Maroc est complexe et comprend un certain nombre de lois, de décrets et de règlements, ainsi que des organisations et des associations sportives qui sont régies par leurs propres statuts et règlements internes.

1.2. Les principaux textes juridiques régissant le sport

Les principaux textes juridiques régissant le sport peuvent varier selon les pays, mais voici quelques exemples :

1.1.1 La Charte olympique :

La Charte olympique est un document fondamental qui décrit les obligations et les droits de chaque membre du Mouvement olympique , y compris les athlètes, les entraîneurs et les

organisateurs d'événements .Elle a été adoptée pour la première fois en 1924 et a depuis subi de nombreuses révisions. (Olympique, 2020)

1.1.2 La Convention internationale contre le dopage dans le sport :

Cette convention, adoptée en 2005 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), vise à promouvoir une compétition sportive équitable en luttant contre le dopage dans le sport. Elle établit des règles pour la conduite de tests antidopage et prévoit des sanctions pour les contrevenants (KHALFOUNI, mars 2012).

1.2.3 La Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football :

Cette convention, adoptée en 1985 par le Conseil de l'Europe, vise à prévenir et à combattre la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives, en particulier lors de matches de football (ERVYN, 1976).

1.2.4 La Loi pour le développement du sport :

Cette loi française, adoptée en 2019, vise à développer la pratique sportive en France en renforçant notamment les moyens alloués aux fédérations sportives et en facilitant l'organisation d'événements sportifs (Callède, 2002).

1.2.5 La Loi sur l'équité en matière d'emploi dans le sport :

Cette loi américaine, adoptée en 1994, interdit la discrimination en matière d'emploi dans le sport en raison de la race, du sexe ou de l'origine ethnique.

La Loi canadienne sur le sport amateur : Cette loi canadienne, adoptée en 1974, établit les règles pour la gouvernance du sport amateur au Canada, en particulier en ce qui concerne la création et l'organisation de fédérations sportives nationales. Ces exemples ne sont pas exhaustifs, mais ils illustrent la diversité des textes juridiques régissant le sport à travers le monde (Traudt, 1995).

1.2.6 La loi n°30-09 relative à l'organisation des activités physiques et sportives au Maroc,

Cependant, il existe d'autres textes juridiques marocains qui régissent le domaine du sport, tels que la loi n°30-09 du 13 février 2014 relative à l'organisation des activités physiques et sportives

au Maroc, ainsi que le décret n° 2-15-304 du 16 juin 2015 portant application de cette loi (ELAAKARI, Réformes de la Loi régissant le Sport au Maroc: Lecture Analytique, 2022).

La loi n° 30-09 établit un cadre réglementaire pour l'organisation des activités physiques et sportives au Maroc, en précisant les modalités d'organisation des compétitions sportives, les conditions de délivrance des licences pour les athlètes et les entraîneurs, ainsi que les conditions d'accréditation des fédérations sportives.

En outre, cette loi impose également des obligations aux organisateurs d'événements sportifs, notamment en matière de sécurité et de prévention des violences. Elle prévoit également des sanctions pour les actes de tricherie, la corruption et le dopage dans le sport. En somme, la loi n°30-09 relative à l'organisation des activités physiques et sportives au Maroc est un texte juridique qui régit le domaine du sport au Maroc, en établissant un cadre réglementaire pour l'organisation des compétitions, la délivrance des licences et l'accréditation des fédérations sportives, ainsi qu'en imposant des obligations aux organisateurs d'événements sportifs et en prévoyant des sanctions pour les actes répréhensibles dans le sport.

2 Les institutions en charge de la régulation du sport :

Les institutions en charge de la régulation du sport peuvent varier selon les pays et les niveaux de gouvernance. On cite ici quelques exemples d'organisations impliquées dans la régulation du sport à l'échelle internationale, nationale et locale. Le Comité International Olympique (CIO) est une organisation internationale chargée d'organiser et de superviser les Jeux olympiques modernes. Il a été fondé le 23 juin 1894 par Pierre de Coubertin et son siège social est situé à Lausanne, en Suisse.

2.1 A Comité International Olympique (CIO) :

L'organisation internationale responsable de la promotion de l'olympisme et de la supervision des Jeux olympiques. Le CIO est composé de membres élus par ses membres, qui sont des comités olympiques nationaux du monde entier. Les membres du CIO représentent l'organisation dans leurs pays respectifs et sont responsables de la promotion du mouvement olympique, de la sélection des villes hôtes pour les Jeux olympiques et de l'établissement de règles et de réglementations pour les Jeux olympique (Bernasconi, 2010).

2.2 Agence mondiale antidopage (AMA) :

L'Agence mondiale antidopage (AMA) est une organisation internationale indépendante créée en 1999 pour coordonner la lutte contre le dopage dans le sport. Son siège est situé à Montréal, au Canada. Il est responsable de la surveillance et de la promotion des normes antidopage dans le monde entier. Elle travaille avec les gouvernements, les organisations sportives et les laboratoires antidopage pour développer et mettre en œuvre des politiques et des programmes de lutte contre le dopage dans le sport. Ces principales activités comprennent la collecte de renseignements sur le dopage dans le sport, la recherche et le développement de nouvelles méthodes de détection du dopage, la mise en place de programmes de tests de dopage pour les athlètes et la surveillance des résultats des tests de dopage (Elaakari, 2019).

Il travaille également à la promotion d'une éducation antidopage et à la sensibilisation aux dangers du dopage dans le sport. Elle travaille en étroite collaboration avec les fédérations sportives et les comités olympiques pour assurer l'intégrité du sport et la protection des athlètes propres. Enfin, l'AMA est responsable de la publication de la liste des substances et méthodes interdites dans le sport, ainsi que des règles et des sanctions pour les athlètes qui enfreignent les normes antidopage (Mrkonjic, 1960).

2.3 Fédérations sportives internationales (FSI) :

Les organisations internationales qui régissent les sports individuels, telles que la FIFA pour le football et la FIBA pour le basketball.

Fédération Internationale de Football Association (FIFA) : Fondée en 1904, la FIFA est l'organisme international qui régit le football dans le monde entier. Elle est responsable de l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA et de divers tournois et compétitions de football à travers le monde (Nauright, 23 janvier 2020).

Fédération Internationale de Basketball (FIBA) : Fondée en 1932, la FIBA est l'organisme international qui régit le basketball dans le monde entier. Elle est responsable de l'organisation de la Coupe du Monde de Basketball de la FIBA et de divers tournois et compétitions de basketball à travers le monde.

2.4 Comités olympiques nationaux (CON) :

Les organisations nationales responsables de la promotion de l'olympisme et de la supervision de la participation de leur pays aux Jeux olympiques. Aussi les gouvernements et les autorités

locales sont souvent impliqués dans la régulation du sport, en particulier en matière de financement et d'infrastructure.

3 Les enjeux du cadre juridique du sport au Maroc

Le cadre juridique du sport au Maroc est crucial pour assurer la bonne organisation et la gestion des activités sportives dans le pays. Les enjeux de ce cadre juridique sont nombreux et variés, et peuvent être classés en plusieurs catégories :

3.1 Types d'enjeux

3.1.1 Les enjeux de réglementation :

Le cadre juridique du sport au Maroc doit permettre la mise en place de règles claires pour garantir la sécurité et la protection des athlètes, des spectateurs et des organisateurs d'événements sportifs. Il doit également établir des normes pour la gestion des clubs sportifs, les conditions d'organisation des compétitions, la formation des entraîneurs et des arbitres, ainsi que pour la promotion du sport auprès des jeunes.

3.1.2 Les enjeux économiques :

Le sport est devenu un enjeu économique majeur au Maroc, avec des investissements importants dans la construction d'infrastructures sportives et dans le sponsoring des événements sportifs. Le cadre juridique doit donc encadrer les aspects financiers du sport, notamment la gestion des budgets des clubs, la réglementation des transferts de joueurs, la lutte contre la corruption et le dopage, ainsi que la protection des droits de propriété intellectuelle.

3.1.3 Les enjeux sociaux :

Le sport peut jouer un rôle important dans la promotion de la santé, du bien-être et de la cohésion sociale. Le cadre juridique doit donc favoriser l'accès au sport pour tous, notamment les personnes en situation de handicap, les femmes et les jeunes. Il doit également prendre en compte les enjeux liés à l'éthique sportive, notamment en luttant contre la violence et les comportements discriminatoires dans le sport.

3.1.4 Les enjeux politiques :

Le cadre juridique du sport au Maroc est important car il permet de réglementer les différentes pratiques sportives dans le pays. Ce cadre juridique a des enjeux politiques importants, notamment en ce qui concerne la promotion du sport et l'utilisation de celui-ci comme un outil pour le développement socio-économique du pays.

Le gouvernement marocain a depuis longtemps compris les enjeux liés à la promotion du sport et à son utilisation comme un outil pour le développement du pays. Ainsi, il a mis en place plusieurs structures et institutions pour encadrer la pratique sportive, dont le ministère de la Jeunesse et des Sports. Il permet aussi également de réglementer les différentes compétitions et manifestations sportives organisées dans le pays, ce qui contribue à leur organisation efficace et à la protection des droits des athlètes. Par ailleurs, le sport est un vecteur important pour la promotion de l'image du pays à l'international. En effet, la réussite des sportifs marocains dans les compétitions internationales peut contribuer à améliorer l'image du pays à l'étranger et à renforcer son rayonnement à l'international.

En résumé, le cadre juridique du sport au Maroc est un enjeu politique important car il permet de réglementer la pratique sportive, de promouvoir l'image du pays à l'international et de contribuer au développement économique du pays.

4 Analyse critique du cadre juridique actuel au Maroc

Le Maroc a mis en place une législation complète et détaillée pour réglementer le domaine sportif. Les principales lois qui régissent le sport au Maroc sont la loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, promulguée en 2010, et la loi n° 84-12 relative à l'organisation des activités sportives, promulguée en 2014. Ces lois couvrent un large éventail de domaines, notamment la promotion du sport, la formation des athlètes, l'organisation des compétitions sportives, la lutte contre le dopage, la protection de la santé des sportifs, la promotion de l'égalité de genre dans le sport, et la gestion des fédérations sportives.

Cependant, certains critiques soulignent que malgré l'existence d'un cadre juridique complet, la mise en œuvre effective de ces lois peut être insuffisante. Par exemple, il peut y avoir des problèmes liés à la gestion des fédérations sportives, à la corruption dans le sport et au manque de financement pour certains sports moins populaires. En outre, certains acteurs du sport au

Maroc ont également critiqué le manque de transparence dans la gouvernance du sport, ainsi que la concentration du pouvoir entre les mains d'un petit groupe de personnes.

Enfin, d'autres critiques ont souligné que la législation actuelle ne prend pas suffisamment en compte les besoins des athlètes professionnels, notamment en termes de protection sociale et de conditions de travail (Bensghir, Avril 2020).

5 Les problèmes rencontrés dans l'application de la réglementation sportive

Le Maroc a mis en place un cadre juridique pour réglementer le sport, mais la mise en œuvre effective de cette réglementation peut être confrontée à plusieurs problèmes. Voici quelques-uns des principaux problèmes rencontrés dans l'application de la réglementation sportive au Maroc :

5.1 La corruption :

Certains acteurs du sport peuvent être impliqués dans des activités illégales telles que la corruption et le trafic de drogue. La corruption peut fausser les résultats des compétitions sportives et empêcher certains athlètes talentueux d'atteindre leur potentiel.

5.2 Le manque de financement :

Certains sports moins populaires peuvent avoir du mal à obtenir un financement adéquat pour se développer. Cela peut limiter les opportunités pour les athlètes de ces sports de concourir au niveau national ou international.

5.2 La concentration du pouvoir :

La gouvernance du sport peut être concentrée entre les mains d'un petit groupe de personnes. Cela peut limiter la participation de nouveaux acteurs dans le domaine sportif et limiter la transparence dans la gestion des fédérations sportives.

5.3 La protection des athlètes :

Les athlètes professionnels peuvent avoir besoin d'une protection sociale et de conditions de travail adéquates pour pratiquer leur sport en toute sécurité. Cela peut inclure des mesures telles que l'assurance maladie, les congés payés et les contrats de travail sécurisés.

5.4 Le dopage :

Le dopage peut constituer une menace pour la santé des athlètes et fausser les résultats des compétitions sportives. Le Maroc a adopté des mesures pour lutter contre le dopage, mais des contrôles réguliers et efficaces sont nécessaires pour s'assurer que tous les athlètes respectent les règles.

En somme, bien que le Maroc ait mis en place un cadre juridique complet pour réglementer le sport, la mise en œuvre effective de cette réglementation peut être confrontée à plusieurs problèmes. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour lutter contre la corruption, assurer un financement adéquat pour tous les sports, promouvoir la transparence dans la gouvernance du sport, protéger les athlètes et lutter contre le dopage (Berqi, 2022).

6 Les implications socio-économiques de la régulation du sport au Maroc

La régulation du sport au Maroc peut avoir plusieurs implications socio-économiques importantes. Voici quelques-unes des principales :

6.1 Développement des infrastructures sportives :

La régulation du sport peut encourager les investissements dans les infrastructures sportives au Maroc, ce qui peut stimuler l'activité économique dans les secteurs de la construction et de l'immobilier. De plus, cela peut aider à promouvoir un mode de vie sain et actif chez les Marocains.

6.2 Augmentation de l'attractivité touristique :

La régulation du sport peut contribuer à la création d'événements sportifs de haut niveau, tels que des compétitions internationales ou des tournois, qui peuvent attirer des visiteurs étrangers et stimuler l'industrie touristique au Maroc.

6.3 Création d'emplois :

La régulation du sport peut encourager la création d'emplois dans le secteur sportif, tels que des entraîneurs, des arbitres, des organisateurs d'événements, etc. Cela peut également aider à promouvoir l'entrepreneuriat dans le domaine du sport.

6.4 Promotion de l'égalité des sexes :

La régulation du sport peut aider à promouvoir l'égalité des sexes dans la société marocaine en encourageant la participation des femmes dans les sports et en offrant des opportunités égales pour les hommes et les femmes dans le domaine sportif.

6.5 Promotion de la santé :

La régulation du sport peut également contribuer à améliorer la santé et le bien-être des citoyens marocains. En encourageant la pratique régulière d'activités physiques, les réglementations peuvent aider à réduire les niveaux d'obésité, de diabète et d'autres maladies chroniques.

6.6 Renforcement de l'image du pays :

En organisant des événements sportifs de haut niveau et en développant des athlètes de renommée internationale, la régulation du sport peut renforcer l'image du Maroc dans le monde entier. Cela peut avoir un impact positif sur les investissements étrangers, le commerce et le tourisme.

En conclusion, la régulation du sport au Maroc a des implications socio-économiques significatives. Elle peut contribuer au développement économique, à l'amélioration de la santé et du bien-être, à la création d'emplois, et renforcer l'image du pays (BOUHAOUALA, 2018).

7 Les perspectives d'évolution du cadre juridique du sport au Maroc

Le Maroc dispose déjà d'une législation sportive complète qui régit l'organisation, la gestion et la promotion du sport dans le pays. Cette législation comprend notamment la loi n°30-09 relative à l'éducation physique et au sport, qui définit les principes fondamentaux de l'activité sportive au Maroc, ainsi que les droits et les obligations des sportifs, des clubs et des fédérations sportives. Cependant, malgré l'existence de cette législation, il reste encore des défis à relever pour améliorer le cadre juridique du sport au Maroc. Ces défis incluent notamment la lutte contre le dopage, la mise en place d'une réglementation plus stricte pour prévenir les violences dans les stades, et la promotion de l'égalité des genres dans le sport.

Dans ce contexte, il est possible que le cadre juridique du sport au Maroc évolue dans les années à venir pour répondre à ces défis. Par exemple, le gouvernement marocain pourrait adopter de nouvelles lois pour renforcer la lutte contre le dopage et la violence dans les stades, ou pour promouvoir l'égalité des genres dans le sport. En fin de compte, l'avenir du cadre juridique du

sport au Maroc dépendra des priorités politiques du gouvernement et des actions entreprises par les différentes parties prenantes du monde du sport pour faire progresser les réformes nécessaires (G. Weinmann, 1999).

8 Défis spécifiques cadre juridique du sport au Maroc

On peut mettre en évidence quelques exemples de défis spécifiques qui peuvent être abordés dans l'évolution du cadre juridique du sport au Maroc :

8.1 Lutte contre le dopage :

Le dopage est un problème majeur dans le sport, y compris au Maroc. Les autorités marocaines peuvent envisager de renforcer la législation anti-dopage pour lutter contre ce fléau. Cela peut inclure l'adoption de lois plus strictes pour détecter et sanctionner les athlètes qui se dopent, ainsi que la mise en place de programmes de sensibilisation et d'éducation pour les sportifs, les entraîneurs et les autres parties prenantes.

8.2 Prévention de la violence dans les stades :

Les actes de violence dans les stades sont une préoccupation croissante dans le monde du sport. Le gouvernement marocain peut envisager de renforcer la législation pour prévenir ces actes, y compris en adoptant des lois plus strictes contre la violence dans les stades et en intensifiant les efforts pour identifier et sanctionner les auteurs de tels actes.

8.3 Promotion de l'égalité des genres :

Le sport est souvent considéré comme un domaine masculin au Maroc, ce qui peut empêcher les femmes et les filles de participer pleinement et d'avoir les mêmes opportunités que les hommes. Les autorités marocaines peuvent envisager de renforcer la législation pour promouvoir l'égalité des genres dans le sport, y compris en adoptant des lois pour garantir l'accès égal aux infrastructures et aux ressources sportives, ainsi que des programmes de promotion pour encourager la participation des femmes et des filles dans le sport.

En fin de compte, l'évolution du cadre juridique du sport au Maroc dépendra de nombreux facteurs, notamment les priorités politiques du gouvernement, les pressions et les demandes des parties prenantes du monde du sport, ainsi que les développements régionaux et internationaux dans le domaine.

9 Les initiatives récentes en matière de réforme du cadre juridique du sport au Maroc

Au Maroc, plusieurs initiatives ont été prises récemment en matière de réforme du cadre juridique du sport. Voici quelques exemples :

9.1 La loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et au sport, promulguée en 2010 :

Cette loi vise à promouvoir la pratique du sport à tous les niveaux de la société marocaine. Elle prévoit notamment la création d'un Conseil supérieur de l'éducation physique et du sport, chargé de proposer des orientations stratégiques pour le développement du sport au Maroc.

9.2 La mise en place d'un nouveau Code de l'athlète :

En 2020, le ministère de la Jeunesse et des Sports a élaboré un nouveau code de l'athlète, qui définit les droits et les devoirs des sportifs professionnels et amateurs. Ce code a été élaboré en collaboration avec les différentes fédérations sportives du pays.

9.3 La création d'un tribunal arbitral du sport :

En 2019, le Maroc a mis en place un tribunal arbitral du sport (TAS), qui est chargé de régler les litiges liés au sport au Maroc. Ce tribunal est composé de juristes spécialisés dans le droit du sport, et est reconnu par les instances sportives internationales.

9.4 La mise en place d'une charte éthique pour les fédérations sportives :

En 2018, le ministère de la Jeunesse et des Sports a élaboré une charte éthique pour les fédérations sportives marocaines. Cette charte vise à promouvoir les valeurs éthiques et morales dans le sport, et à lutter contre toutes les formes de tricherie et de corruption.

Ces différentes initiatives visent à renforcer le cadre juridique du sport au Maroc, et à promouvoir une pratique saine et éthique du sport dans le pays.

10 Les expériences de réforme dans d'autres pays

Il existe de nombreuses expériences de réforme du cadre juridique du sport dans d'autres pays. Voici quelques exemples :

France : En 2011, la France a adopté une loi relative à l'organisation et à la régulation des activités physiques et sportives. Cette loi a créé une agence nationale du sport, chargée de

financer et de coordonner les actions en faveur du sport, ainsi qu'un comité d'éthique et de déontologie du sport, chargé de promouvoir les valeurs éthiques dans le sport.

Royaume-Uni : En 2017, le Royaume-Uni a créé une nouvelle agence pour le sport, « *Sport England* », qui a pour mission de développer la participation et l'excellence sportive à tous les niveaux, en veillant à ce que le sport soit accessible à tous.

Allemagne : En 2019, l'Allemagne a adopté une loi sur le sport, qui vise à renforcer la transparence et la bonne gouvernance dans les fédérations sportives, ainsi qu'à promouvoir une pratique sportive éthique et durable.

États-Unis : Aux États-Unis, la loi sur l'amateurisme sportif, adoptée en 2019, a permis aux athlètes universitaires de bénéficier de revenus liés à leur image et leur notoriété, ce qui constitue une réforme importante dans le domaine de la réglementation du sport universitaire. Ces exemples montrent que de nombreux pays ont engagé des réformes importantes pour renforcer le cadre juridique du sport, améliorer la gouvernance des fédérations sportives, promouvoir les valeurs éthiques et encourager la pratique du sport pour tous.

11 Les perspectives d'avenir et les défis à relever pour une régulation efficace du sport au Maroc

Le sport est un domaine important pour la société marocaine, et son développement est crucial pour l'économie, la santé publique, le développement social et la promotion de la culture et du tourisme. Cependant, le sport est également confronté à de nombreux défis, notamment la corruption, le dopage, la violence, la discrimination et la gestion inefficace des ressources. Pour relever ces défis, une régulation efficace du sport est nécessaire. Dans cette réponse, je vais discuter des perspectives d'avenir et des défis à relever pour une régulation efficace du sport au Maroc.

11.1 Perspectives d'avenir :

Développement du sport de haut niveau : Le Maroc a une tradition sportive importante, et le pays a produit de nombreux athlètes de haut niveau dans plusieurs disciplines sportives. Le développement du sport de haut niveau est crucial pour améliorer l'image du pays à l'étranger et pour promouvoir le tourisme. Les investissements dans les infrastructures sportives, les programmes de formation des athlètes et les politiques de soutien au sport de haut niveau sont nécessaires pour développer cette perspective.

11.2 Promotion du sport pour tous :

Le sport est un moyen efficace de promouvoir la santé publique et le bien-être social. Le développement du sport pour tous, en particulier pour les jeunes et les femmes, est crucial pour améliorer la qualité de vie de la population. Les politiques de soutien au sport amateur, la promotion des activités sportives dans les écoles et les universités, et la création d'espaces publics pour la pratique du sport sont nécessaires pour développer cette perspective.

11.3 Développement des infrastructures sportives :

Les infrastructures sportives sont essentielles pour le développement du sport et pour accueillir des événements sportifs internationaux. Le développement de nouvelles infrastructures sportives, notamment des stades, des centres de formation, des piscines et des gymnases, est nécessaire pour améliorer la qualité des installations sportives et pour promouvoir l'image du pays à l'étranger.

Défis à relever :

La corruption : La corruption est un problème majeur dans le sport marocain, et elle est souvent liée à la gestion des ressources et à l'organisation des événements sportifs. La mise en place de politiques de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources et l'organisation des événements sportifs est nécessaire pour lutter contre la corruption.

- **Le dopage** : Le dopage est un autre problème majeur dans le sport marocain. La mise en place de politiques de contrôle du dopage et de sanctions sévères pour les athlètes et les entraîneurs qui enfreignent les règles antidopage est nécessaire pour lutter contre ce fléau.
- **La violence** : La violence dans le sport, en particulier dans le football, est un problème croissant au Maroc. La mise en place de politiques de prévention de la violence et de sanctions sévères pour les actes de violence est nécessaire pour améliorer la sécurité des événements sportifs et pour promouvoir une culture de respect et de fair-play.
- **La discrimination** : La discrimination, en particulier envers les femmes et les minorités, est un autre problème majeur dans le sport marocain. La mise en place de politiques de promotion de l'égalité des chances et de lutte contre la discrimination est nécessaire pour assurer une participation équitable.

En conclusion, la régulation efficace du sport au Maroc est cruciale pour son développement et sa promotion dans la société marocaine et à l'étranger. Les perspectives d'avenir telles que le développement du sport de haut niveau, la promotion du sport pour tous et le développement des infrastructures sportives doivent être soutenues par des politiques et des investissements

adéquats. Cependant, pour relever les défis tels que la corruption, le dopage, la violence et la discrimination, des politiques de transparence, de responsabilité, de prévention et de sanctions sévères sont nécessaires pour assurer la sécurité, la légalité et l'équité dans le sport marocain. En somme, une régulation efficace du sport est essentielle pour réaliser les objectifs de développement et de promotion du sport au Maroc.

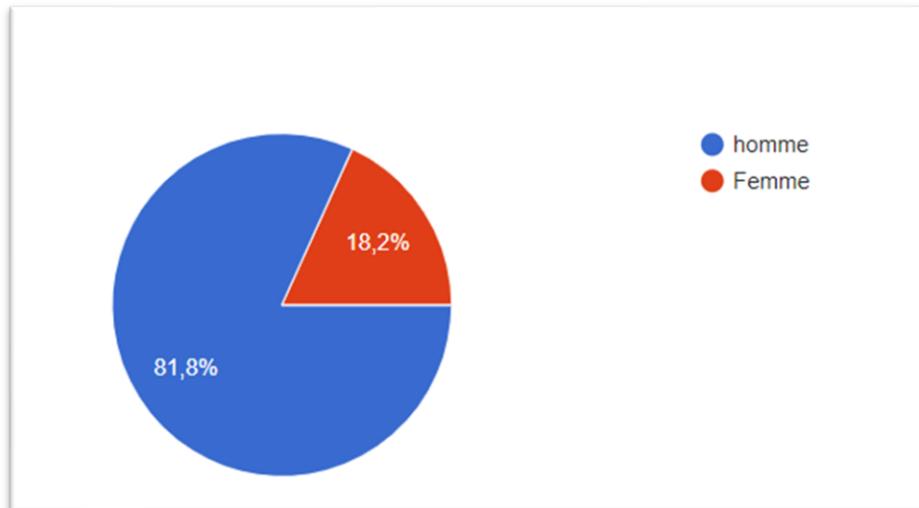
12 la partie empirique

Dans le cadre de notre étude sur le cadre juridique régissant le sport au Maroc, nous avons mené une enquête auprès d'un échantillon d'étudiants et de professeurs en droit sportif. Le questionnaire a été conçu pour évaluer leur perception des défis et des lacunes dans le cadre juridique actuel et pour recueillir leurs opinions sur les perspectives d'avenir pour le développement du sport dans le pays. Les résultats de l'enquête ont révélé un certain nombre de points clés. Tout d'abord, la majorité des participants ont souligné la nécessité d'une mise en œuvre plus efficace des lois et des règlements existants pour améliorer la gestion du sport au Maroc. De plus, de nombreux participants ont exprimé leur préoccupation quant au manque de ressources et d'infrastructures adéquates pour soutenir le développement du sport dans le pays. Enfin, les participants ont exprimé leur soutien à l'élaboration de politiques sportives plus cohérentes et plus stratégiques pour promouvoir une culture sportive plus forte au Maroc. Ces résultats soulignent l'importance de l'engagement continu des parties prenantes pour améliorer le cadre juridique régissant le sport au Maroc et renforcer la position du pays en tant que leader régional dans ce domaine.

12.1 La description

Un diagramme en secteur, également appelé un graphique circulaire, est un outil de représentation graphique qui permet de montrer la répartition des données en fonction d'un pourcentage ou d'une proportion.

Figure 1 : distribution des interlocuteurs selon le sexe

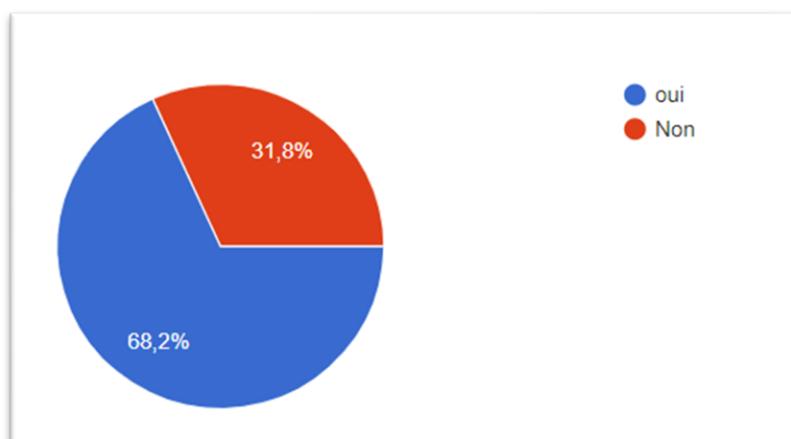


Source : nos données

Dans ce cas, le diagramme en secteur indique que 81,8 % des interlocuteurs sont des hommes, tandis que 18,2 % sont des femmes. Cela signifie que sur l'ensemble des personnes avec lesquelles on interagit, une grande majorité sont des hommes et une minorité sont des femmes. Cependant, il est important de noter que ce diagramme ne fournit pas d'informations sur la raison de cette disparité. Il peut y avoir plusieurs facteurs qui contribuent à cette répartition, tels que des différences dans les domaines d'activité ou des déséquilibres dans la représentation des sexes dans certaines professions ou industries.

En résumé, le diagramme en secteur indique que la majorité des interlocuteurs sont des hommes, mais il ne fournit pas de contexte sur les raisons de cette répartition.

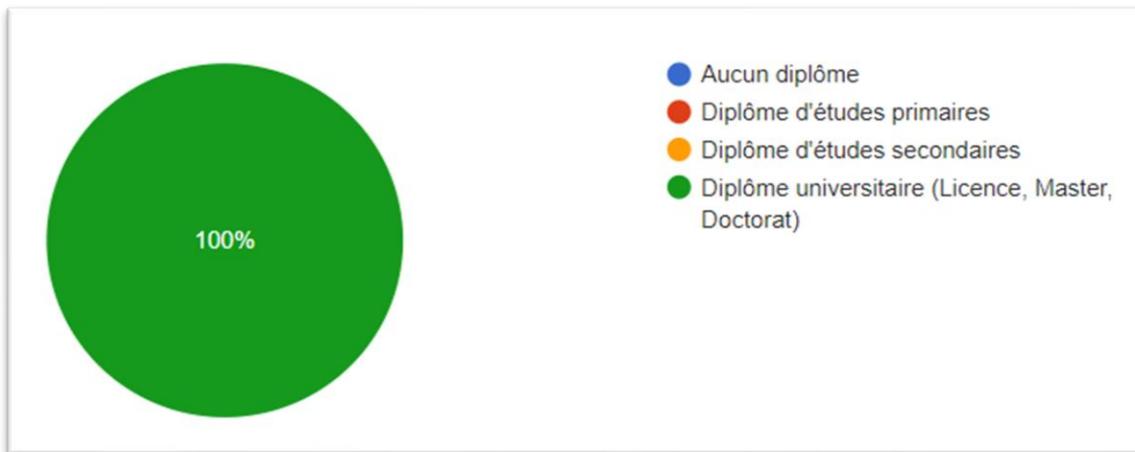
Figure 2 : Le cadre juridique régissant le sport au Maroc.



Source : nos données

La figure ci-dessus indique que sur l'ensemble des personnes interrogées, 31,8% ont répondu positivement en déclarant qu'ils connaissent le cadre juridique régissant le sport au Maroc, alors que 68,2 % ont répondu négativement, en indiquant qu'ils ne le connaissent pas.

Figure 3 : Niveau d'étude des personnes interrogées



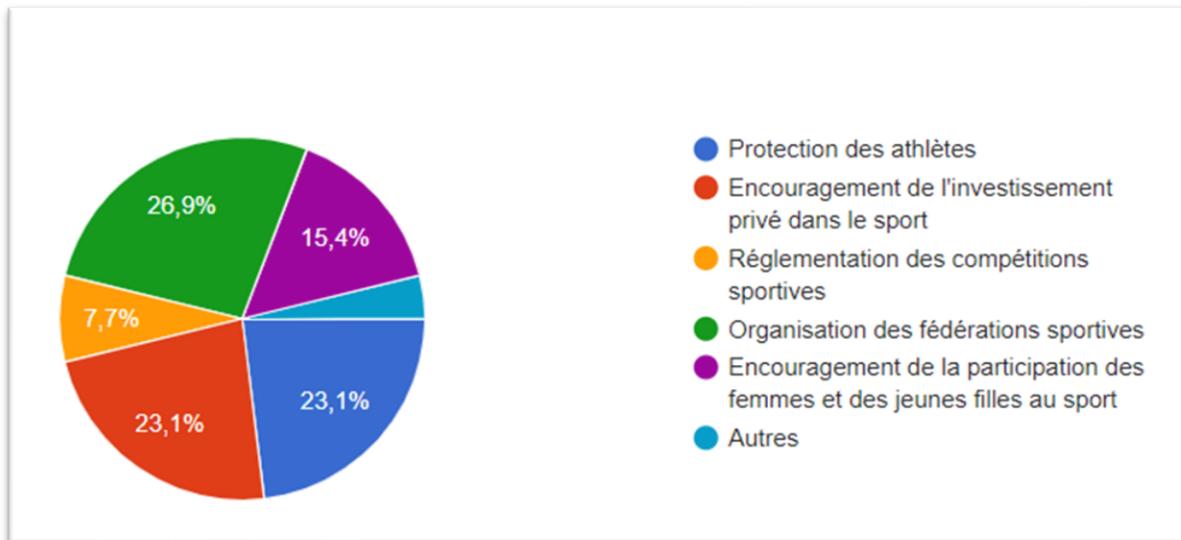
Source : nos données

Toutes les personnes interrogées ont un niveau supérieur, cela peut être interprété comme une indication que la population étudiée possède une formation avancée et des connaissances spécialisées. Cette caractéristique peut être considérée comme une force dans certaines études, notamment dans les enquêtes portant sur des sujets techniques ou nécessitant une expertise avancée. Cependant, cette affirmation doit être examinée avec prudence. Si la méthode d'échantillonnage utilisée n'était pas aléatoire ou si les répondants ont été recrutés de manière sélective, les résultats pourraient être biaisés et ne pas représenter la population dans son ensemble. Par exemple, si l'étude a été menée dans un environnement universitaire, il est possible que la population étudiée soit constituée principalement d'étudiants et de professeurs, qui ont tendance à avoir un niveau supérieur.

Enfin, bien que le niveau d'éducation soit souvent considéré comme un indicateur important de la réussite professionnelle et personnelle, il ne doit pas être utilisé seul pour juger du potentiel ou des qualifications des individus. Il est important de tenir compte d'autres facteurs, tels que l'expérience professionnelle, les compétences techniques et les traits de personnalité, pour avoir une vision complète et équilibrée des personnes interrogées.

12.2 Amélioration du cadre juridique sportif au Maroc : enjeux actuels et futurs

Figure 4 : distribution des interlocuteurs selon le sexe



Source : nos données

Améliorer la protection des athlètes devrait être une priorité pour le cadre juridique régissant le sport au Maroc. Cela peut inclure la mise en place de réglementations plus strictes pour assurer la sécurité et la santé des athlètes, la prévention de la violence et du harcèlement, et la garantie de conditions de travail équitables pour les athlètes professionnels.

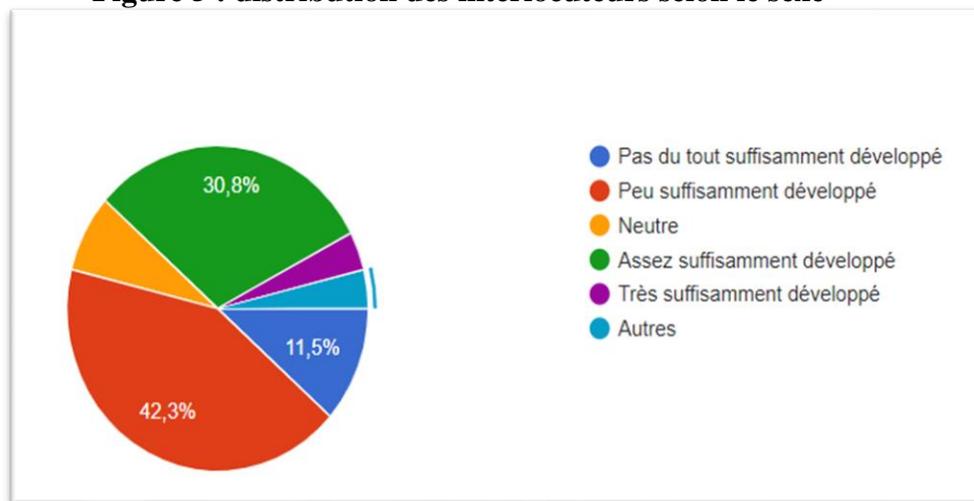
L'encouragement de l'investissement privé dans le sport est également important pour améliorer le financement du secteur sportif au Maroc. Cela peut inclure des incitations fiscales pour les entreprises qui soutiennent le sport, des partenariats public-privé pour construire et gérer des infrastructures sportives, et la promotion d'une culture d'investissement dans le sport. La réglementation des compétitions sportives est un autre aspect important du cadre juridique régissant le sport au Maroc. Cela peut inclure des règles plus strictes pour garantir l'équité des compétitions, la lutte contre la tricherie et le dopage, et la promotion de la transparence et de l'intégrité dans l'organisation des événements sportifs.

L'organisation des fédérations sportives est également un aspect clé à améliorer pour mieux répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif au Maroc. Cela peut inclure la promotion d'une gouvernance transparente et démocratique, la mise en place de structures de prise de décision plus efficaces et la garantie d'une représentation équitable de tous les acteurs du sport.

Enfin, l'encouragement de la participation des femmes et des jeunes filles au sport est un aspect crucial pour améliorer la diversité et l'inclusion dans le secteur sportif au Maroc. Cela peut inclure des programmes de promotion de l'activité physique pour les femmes et les filles, la garantie d'un accès égal aux infrastructures sportives et la promotion de modèles de rôle positifs pour les femmes dans le sport.

12.3 Analyse de la suffisance du cadre juridique régissant le sport au Maroc face aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif

Figure 5 : distribution des interlocuteurs selon le sexe



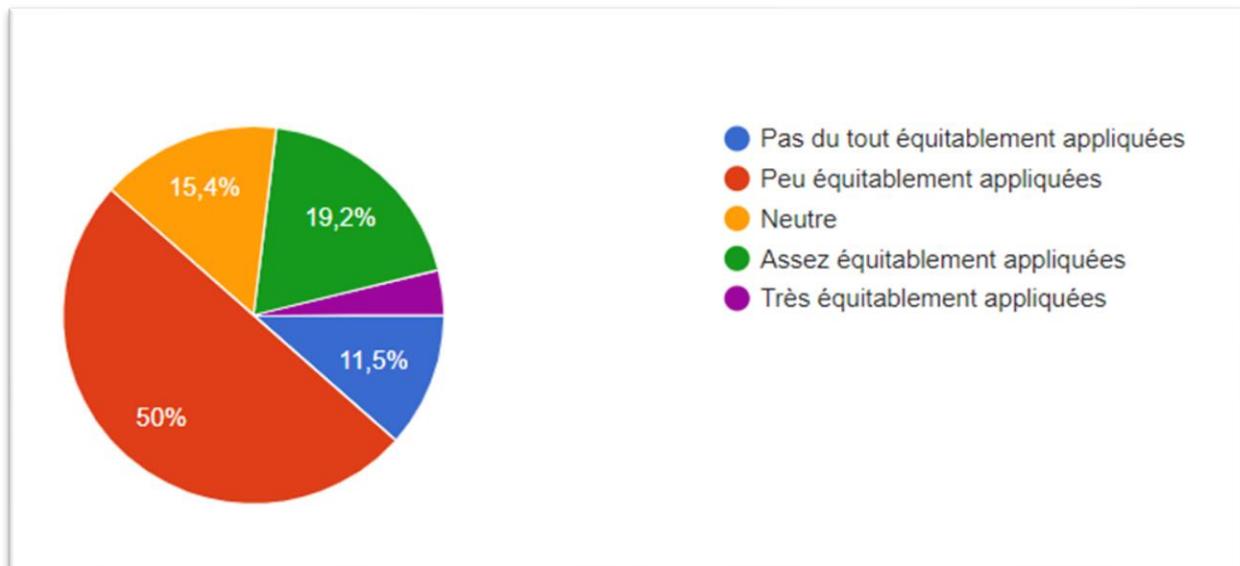
Source : nos données

Selon les résultats de ce questionnaire, une majorité de personnes (57%) considère que le cadre juridique régissant le sport au Maroc est insuffisamment développé ou peu suffisamment développé pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif. Seulement 11% des personnes estiment que le cadre juridique est très ou assez suffisamment développé pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif.

Cela suggère qu'il y a une demande pour une amélioration du cadre juridique régissant le sport au Maroc, afin de mieux répondre aux défis actuels et futurs du secteur sportif. Les autorités responsables du sport et de la législation devraient donc tenir compte de cette demande et travailler à améliorer le cadre juridique régissant le sport au Maroc.

12. 4 Équité dans l'application des règles et des lois régissant le sport au Maroc : Analyse de la situation actuelle

Figure 6 : distribution des interlocuteurs selon le sexe



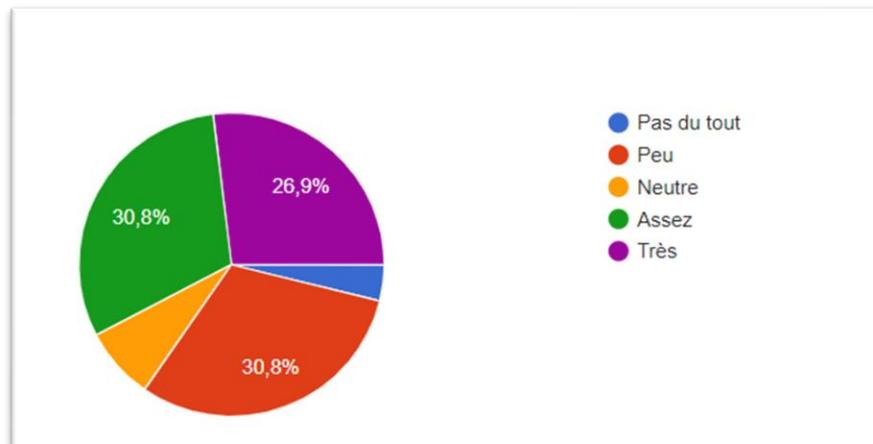
Source : nos données

Selon les résultats de ce questionnaire, une majorité de personnes (61.5%) considère que les règles et les lois qui régissent le sport au Maroc sont peu ou pas du tout appliquées de manière équitable. Seulement 23% des personnes estiment que les règles et les lois sont assez ou très équitablement appliquées.

Ces résultats indiquent qu'il y a des préoccupations quant à l'application équitable des règles et des lois qui régissent le sport au Maroc. Cela souligne l'importance de renforcer la mise en œuvre effective des réglementations, de veiller à ce que les décisions soient prises de manière juste et transparente et de renforcer la confiance du public dans le système juridique sportif.

12.5 Investissement dans le développement du sport au Maroc : Analyse de l'importance et des bénéfices potentiels

Figure 7 : distribution des interlocuteurs selon le sexe



Source : nos données

Selon les résultats de ce questionnaire, une majorité de personnes (57.6%) estime que les autorités marocaines devraient investir assez ou très dans le développement du sport au Maroc. Seulement 34.6% des personnes pensent que l'investissement devrait être peu ou pas du tout.

Ces résultats suggèrent que la plupart des personnes interrogées estiment que l'investissement dans le développement du sport au Maroc est important. Cela souligne l'importance du sport pour la société marocaine et la nécessité pour les autorités d'allouer des ressources pour soutenir le secteur sportif, notamment en termes d'infrastructures, de programmes de formation, de soutien aux athlètes et de promotion de la pratique sportive en général.

Cependant, il est également important de noter qu'une minorité significative de personnes (34.6%) estime que l'investissement devrait être peu ou pas du tout. Il serait intéressant de mener des enquêtes supplémentaires pour mieux comprendre les raisons de cette position et les préoccupations qui pourraient être soulevées.

Conclusion

Les résultats de ce questionnaire sur le cadre juridique régissant le sport au Maroc révèlent des opinions diverses mais également des préoccupations communes.

D'une part, une majorité de personnes estime que le cadre juridique actuel est insuffisamment développé pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif. Cela souligne la nécessité pour les autorités marocaines de travailler à l'amélioration du cadre juridique, notamment en ce qui concerne la protection des athlètes, la réglementation des compétitions sportives, l'organisation des fédérations sportives et l'encouragement de la participation des femmes et des jeunes filles au sport.

D'autre part, une majorité de personnes interrogées considère que les règles et les lois qui régissent le sport au Maroc sont peu ou pas du tout appliquées de manière équitable. Cela souligne l'importance de renforcer la mise en œuvre effective des réglementations, de veiller à ce que les décisions soient prises de manière juste et transparente et de renforcer la confiance du public dans le système juridique sportif.

Enfin, la plupart des personnes interrogées estiment que les autorités marocaines devraient investir dans le développement du sport au Maroc. Cela souligne l'importance du sport pour la société marocaine et la nécessité pour les autorités d'allouer des ressources pour soutenir le secteur sportif, notamment en termes d'infrastructures, de programmes de formation, de soutien aux athlètes et de promotion de la pratique sportive en général.

En conclusion, ces résultats suggèrent que le cadre juridique régissant le sport au Maroc nécessite des améliorations pour mieux répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur sportif. Cela nécessitera une action concertée des autorités marocaines, des fédérations sportives et des acteurs de la société civile pour travailler ensemble à la mise en place d'un cadre juridique solide et efficace pour le sport au Maroc.

Il est important de souligner certaines limites de cette étude basée sur un questionnaire en ligne. Tout d'abord, l'échantillon de répondants peut ne pas être représentatif de la population marocaine dans son ensemble. Les personnes qui ont répondu au questionnaire peuvent avoir des intérêts particuliers dans le sport ou des points de vue différents de ceux qui n'ont pas répondu. De plus, les réponses à un questionnaire en ligne peuvent être influencées par des biais

tels que la tendance des répondants à fournir des réponses socialement acceptables ou conformes à leurs attentes.

Enfin, le questionnaire a été construit sur la base de questions générales sur le cadre juridique régissant le sport au Maroc, sans approfondir les spécificités des problèmes rencontrés dans le secteur sportif marocain. Il est donc important de considérer ces limites lors de l'interprétation des résultats et de les compléter avec des études complémentaires pour une compréhension plus approfondie de la situation du sport au Maroc.

Bibliographie

- ELAAKARI, A. (2019). *La gouvernance territoriale du sport au Maroc, Acteurs, contraintes et enjeux de développement*. rabat: Remald.
- Bensghir, N. (Avril 2020). *Analyse du cadre juridique 112-12 relatif aux coopératives au Maroc*. Rabat: COOP.
- Bernasconi, G. (2010). De l'universalisme au transnational : le Comité international olympique, acteur atypique des relations internationales. *Bull. l'Institut Pierre Renouvin vol 31*, P. 151.
- Berqi, A. (2022). La société anonyme sportive : une nouvelle approche de gestion des clubs de football au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME vol 3*, p.226 - 239.
- BOUHAOUALA, M. (2018). *Sport, Economie et Société Un programme de recherche en socioéconomie du sport*. lille : Ecole doctorale SESAM (Sciences Economiques et Sociales, de l'Aménagement et du Management).
- Boukhari, S. (2022). La gouvernance systémique du sport de haut niveau au Maroc Structuration inter-organisationnelle. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 718 - 738.
- Callède, J.-P. (2002). Les politiques du sport en France. *Cairn.info*, (Vol. 52), pages 437 à 457.
- Elaakari, A. (2019). *la gouvernance territoriale du sport au Maroc ,Acteurs ,contraintes et enjeux de développement*. Rabat : Remald.
- ELAAKARI, A. (2022). Réformes de la Loi régissant le Sport au Maroc: Lecture Analytique. *Podium of Sport Sciences vol 1*, pp. 48–71.
- ERVYN, G. (1976). *Aspects de droit pénal et disciplinaire dans le sport*.
- G. Weinmann, P. M. (1999). *L'impact économique des manifestations sportives*. Neuchâtel Suisse : 'Office fédéral du sport.

KHALFOUNI, M. (mars 2012). LA LUTE CONTRE LE DOPAGE EN MILIEU SPORTIF.
Revue Sciences et Pratiques des Activités Physiques Sportives et Artistiques, 41-51.

Mrkonjic, M. (1960). Le respect du principe de démocratie dans la gouvernance organisationnelle de l' Agence Mondiale Antidopage. *IDHEAP*, pp. 1–16.

Nauright, S. Z. (23 janvier 2020). *Routledge Handbook of Global Sport*. Londres: Routledge.

Olympique, C. I. (2020). *CHARTRE OLYMPIQUE*. LAUSANNE, SUISSE.

Traudt, M. V. (1995). Des ordres juridiques en conflit : sport et droit. *Revue Interdiscip d'études juridiques vol. 35*, p. 61-75.